

RAPPORT D'ACTIVITES 2020

Synthèse

« Combattre les violences économiques et sociales, permettre aux plus vulnérables d'avoir la maîtrise de leur vie et de leurs droits. »

1. Événements majeurs

Outre l'épidémie de coronavirus qui a impacté toutes les activités de TDHF et notamment celles de ses Délégations, le fait marquant de l'année est la décision prise, à une courte majorité, par l'Assemblée Générale tenue en septembre 2020 d'arrêter les activités en cours de l'association.

S'en est suivi un travail du CA, du Bureau et de l'équipe permanente, dont il faut souligner l'engagement, pour planifier et mettre en œuvre :

- l'arrêt des programmes internationaux de l'association qui étaient en cours en Afrique, en Asie et en Amérique latine, avec des négociations et concertations étroites menées avec les financeurs institutionnels (Agence Française de Développement, Fondations d'entreprises) qui ont montré une très grande compréhension vis-à-vis de TDHF. Il faut les en remercier ;
- l'arrêt des activités et la fermeture des Délégations départementales dont les représentants et les membres sont également à remercier car ils se sont mobilisés sur le terrain pour réaliser au mieux ces opérations ;
- l'arrêt des contrats de l'équipe salariée de TDHF ;
- l'information précise et transparente sur la décision de l'AG et ses conséquences en direction des adhérentes et adhérents, des donatrices et donateurs, des divers partenaires de l'association, de la Fédération internationale et du Don en Confiance, dont l'agrément n'a pas été sollicité pour 2021.

Se sont ajoutés à ces opérations :

- le processus de vente du siège de Terre des Hommes France à Saint-Denis
- le déménagement des bureaux et des archives dans les nouveaux locaux de l'association à Paris 11^{ème}

Avant le choix que devra faire l'AG 2021 de Terre des Hommes France en prononçant la dissolution de l'association ou en décidant d'une alternative visant à reconstruire un projet associatif, des mesures de soutien voulues par l'AG 2020 ont été opérées depuis le début 2021, à savoir :

- derniers soutiens financiers couvrant l'année 2021 pour les partenaires internationaux ;
- mesures additionnelles aux dispositions légales pour les licenciements économiques des salariées de TDHF ;

- réservation d'une enveloppe financière de « redémarrage » pour les ex-délégations départementales dont les membres ont décidé de constituer de nouvelles associations indépendantes de TDHF.

2. Programmes

Action à l'international

Mise en œuvre des programmes

En 2020, les projets menés par Terre des Hommes France et ses partenaires de terrain en Birmanie, en Colombie, au Guatemala, en Inde, au Pérou, en Thaïlande, au Togo, en Tunisie ont permis :

- de former des enfants, des jeunes, des femmes et des communautés autochtones, Dalits, afro-colombiennes, migrantes, de zones rurales défavorisées, à leurs droits, aux lois existantes dans leur pays et aux recours qu'ils et elles peuvent utiliser pour faire valoir leurs droits ;
- d'apporter un accompagnement juridique, psychologique et social aux victimes de violations de droits en Colombie, en Inde, au Pérou, en Tunisie et en Thaïlande et notamment sur les violences faites aux femmes.
- d'accompagner des communautés autochtones Awajún et Wampis au Pérou, Sikuani et Embera Sari en Colombie, K'iche, Mam, Jakalteko, Akateko et Q'anjobal au Guatemala pour l'élaboration et la mise en œuvre de projets, de politiques publiques municipales sur les droits des femmes et l'environnement et de leurs projets de vie définissant leur propre modèle de développement ;
- d'appuyer le développement de groupes de femmes en Colombie, en Inde et au Togo, se mobilisant pour leurs droits et les violences dont elles et leurs familles sont victimes ;
- la participation de 80 enfants et jeunes colombiens de 10 à 20 ans, à des actions artistiques et culturelles (danse, théâtre, football, ateliers de lecture et d'écriture) leur permettant ainsi de sortir des situations de violence vécues quotidiennement, de récupérer certaines traditions culturelles et de développer leurs capacités de leadership ;
- la mobilisation de groupes d'enfants et de jeunes afro-colombiens, autochtones, birmans, guatémaltèques, togolais qui se réunissent pour élaborer des actions communes afin de parler de sujets qu'ils souhaitent partager et ainsi sensibiliser d'autres enfants et leurs familles sur les droits des enfants et les droits humains, en général, sur la santé et l'accès à la santé, sur la transparence et la lutte contre la corruption dans les institutions publiques, sur la participation citoyenne, la lutte contre les violences, la protection de l'environnement, etc. ;
- d'appuyer des actions de plaidoyer en faveur des droits humains, en particulier le droit à l'école et à la santé dans le contexte de restrictions liées à la COVID 19, et notamment à

travers la participation de TDHF et de ses partenaires à différents réseaux au niveau local, régional, national et international.

- de soumettre les projets au Pérou et Colombie, co-financés notamment par l'AFD, à des processus d'audit externe depuis la France et les projets au Guatemala et en Thaïlande-Birmanie à un audit local afin d'en tirer des enseignements nécessaires et utiles à la conceptualisation et la mise en œuvre des phases suivantes de ces projets qui devaient se poursuivre en 2021.

Colombie – Après une période de transition, la deuxième phase du projet *Femmes, enfants et jeunes libres de violence à Buenaventura en Colombie* a démarré en juillet 2020 en collaboration avec Taller Abierto, Red Eu-Lat, Terre des Hommes Suisse et Allemagne. Buenaventura a été fortement impactée au niveau sanitaire par la COVID-19 mais aussi par une recrudescence de la violence de la part des bandes armées criminelles installées dans les communautés ce qui s'est manifesté par de nombreux assassinats de jeunes. Toutefois, notre partenaire Taller Abierto a su continuer son appui aux groupes d'enfants, jeunes et femmes, créés précédemment, en les équipant de téléphones et d'ordinateurs pour organiser des activités en distanciel ou en petits groupes en maintenant les gestes barrières. Les jeunes ont été formés à la gestion des outils de communication et certaines activités artistiques et culturelles ont pu être maintenues (certaines ayant été suspendues à cause de la violence accrue). Les groupes se sont mobilisés au sein de leur communauté pour organiser eux-mêmes divers événements (pour dénoncer les violences faites aux femmes, notamment lors du 25 novembre ou encore le « Festival de couleurs pour les droits » ou la « Voix des enfants en période de pandémie »). 4 journées ont permis d'accompagner 42 jeunes dans leurs projets de vie (études professionnelles, entrepreneuriat, gestion des émotions et résolution pacifique des conflits). Un comité juvénile sera créé pour renforcer les groupes d'enfants et de jeunes sur les aspects d'entrepreneuriat mais aussi de défense du territoire, identité et droits humains. Diverses rencontres et ateliers avec les communautés autochtones et afro-colombiennes et les parents (avec un total de 203 participants) ont permis d'aborder les thèmes de prévention de la COVID-19, de droits des femmes dans le contexte de la pandémie, l'auto-protection, la prévention contre la consommation des substances illicites, la création d'environnements protecteurs pour les enfants. 2 ateliers spécifiques sur les masculinités, rassemblant 21 jeunes hommes ont traité de la manière dont les hommes gèrent la protection et l'auto-protection dans le contexte de la pandémie et de la prévention contre les violences faites aux femmes. Taller Abierto a également développé plusieurs actions de communication afin d'informer via des flyers ou sur les réseaux sociaux sur les moyens de se protéger contre la COVID-19 mais aussi la défense des droits. Le projet va pouvoir se poursuivre grâce à sa reprise par Agir Ensemble pour les droits humains et le cofinancement acquis de l'AFD.

Pérou – Le projet mis en œuvre en collaboration avec FEDEPAZ, SAIPE, le Secours Catholique, ASTM et la Red Eu-Lat s'est terminé en novembre 2020. Au moins 840 personnes (dont 31% de femmes), ont participé aux différentes activités du projet au Pérou. Parmi celles-ci, 385 jeunes de 13 à 36 ans, (dont 39% sont des femmes) et au moins une centaine de chefs de communautés ou d'organisations. En Europe, on estime qu'environ 495 personnes (dont plus de 200 jeunes scolaires et étudiants) ont participé aux événements organisés en France, au Luxembourg et à Bruxelles (grand public, élèves et étudiants, députés et assistants

parlementaires européens, représentants d'associations, etc.). L'évaluation externe a reconnu la pertinence des actions menées auprès des jeunes, des femmes et des dirigeants autochtones puisqu'ils et elles sont les plus touchés par les défis liés aux projets miniers et pétroliers touchant leurs communautés. Face au confinement généralisé décrété par l'Etat péruvien et de l'auto-isolément décidé par les communautés autochtones pour se protéger, les partenaires ont pu toutefois continuer à les appuyer à distance et ont repris leur travail sur le terrain en octobre. Certaines communautés et nos partenaires ont malheureusement connu de lourdes pertes à cause de la COVID-19 avec le décès de plusieurs de leurs membres (dont l'avocate de FEDEPAZ¹ ou un des leaders charismatiques collaborant avec SAIPE²). Une aide d'urgence alimentaire a pu être apportées à 6 communautés Awajun et Wampis d'Amazonie.

La phase 2 de ce projet pourra être poursuivie grâce à la reprise du dépôt auprès de l'AFD par le Secours Catholique. Ce projet était cofinancé par l'Agence Française de Développement.

Inde - Terre des Hommes France et son partenaire IRDS (*Integrated Rural Development Society*) ont poursuivi le projet triennal au Tamil Nadu. Il s'agit d'un projet innovant mêlant la réclamation des droits à la terre des femmes Dalits et leur accompagnement pour le développement écologique des terres récupérées. Il vise à promouvoir l'agriculture biologique et traditionnelle et à protéger les biens communs (lacs, forêts, etc.) avec la participation active et la mobilisation des femmes et des jeunes. En 2020 le projet a formé 619 femmes et jeunes aux techniques d'agriculture biologique, sur les modèles alternatifs de développement dans les villages et aux techniques de sensibilisation et de participation pour être promoteurs du changement. Ce projet était cofinancé par les Fondations Un Monde Par Tous et Léa Nature.

Inde- Alors que plus de 5000 femmes des 29 districts du Karnataka s'étaient réunies pour le 8 mars 2020 pour célébrer la solidarité entre les femmes, la dignité des femmes sur leur lieu de travail, dans leur foyer et dans la société, FEDINA et le réseau des groupes d'action sociale (Network of Social Action Groups) ont appuyé les travailleuses et travailleurs du secteur informel, les femmes victimes de violence et les retraités, extrêmement affectés par le confinement décrété courant mars à cause de la COVID-19 : absence de revenus dus à l'arrêt de l'activité économique ou l'interdiction de se trouver dans la rue pour aller chercher sa pension à la banque, fermeture des crèches, augmentation de la violence domestique, etc.. L'absence de transports publics a alors bloqué pendant plusieurs mois un certain nombre de militants s'étant rendus dans leur famille pour les fêtes ou ont contraint les éboueuses de Pondichéry à se rendre à pied à leur travail. Les syndicats ont permis d'apporter des aides d'urgence aux salariés et de faire face à de nouvelles violations du droit du travail comme l'augmentation de la journée de travail (de 8 à 12h) ou l'absence de protection fournie par les employeurs (masques, gants, etc.). Le bureau de FEDINA a même été converti en refuge pour les femmes victimes de violence, alors même que la police refusait d'enregistrer les plaintes.

¹ [COVID-19 : Décès de Rosa Quedena Zambrano - Terre des Hommes](#)

² [Les ravages du Covid-19 en Amazonie - Terre des Hommes](#)

Une campagne « *Save Democracy Save Workers Rights* »³ a été lancée le 2 octobre en ligne et à certains croisements de rue. 2 formations en ligne ont réuni plus de 150 personnes et ont permis d'échanger sur la situation sanitaire et les impacts économiques et sociaux sur la population. 20 sessions en ligne ont réuni 18 enfants pour les aider à s'exprimer, à apprendre à travailler en groupe, s'écouter et apprendre les uns des autres autour de la lecture ou l'invention d'histoires. Leur performance a été présentée le 1^{er} novembre et publiée sur les réseaux sociaux.

Guatemala - En 2020 au-delà de la poursuite de la phase 3 du projet en partenariat avec le *Mouvement Tzuk Kim Pop*, Terre des Hommes Allemagne et la Red Eu-Lat, des actions d'urgence ont été menées après le passage de ETA et IOTA dans la région. Le projet en lui-même a pu se poursuivre partiellement pendant la période de COVID 19 grâce à des activités en ligne, et porter en avant les conditions favorables pour que les jeunes et les femmes du Haut-Plateau Occidental participent au développement de leur région. Pendant la période d'activités dématérialisées le renforcement des capacités et l'appui des mécanismes de coordinations (réseaux, dynamiques régionales, municipales, etc.) s'est davantage concentré sur les groupes de jeunes que de femmes adultes pour qu'ils/elles deviennent acteurs/actrices de changements et participent à la vie sociale et politique au niveau local et régional par internet. Un plaidoyer national et international est également mené par le partenaire, Terre des Hommes France et la Red Eu-Lat. *Ce projet était cofinancé par l'Agence Française de Développement.*

Thaïlande-Birmanie : Le projet triennal transfrontalier Birmanie-Thaïlande lancé début 2019 en partenariat avec FED (*Foundation for Education and Development*), Info Birmanie et la Fédération internationale Terre des Hommes se poursuit. Le projet vise à réduire la vulnérabilité des personnes en situation de migration entre la Birmanie et la Thaïlande, notamment des enfants et des jeunes, des femmes et des travailleurs. Ainsi, en 2020, 936 enfants et jeunes ont été formés à leurs droits, 770 personnes ont participé à des ateliers de préventions des risques liés à la migration, environ 1170 personnes ont bénéficié de l'aide d'urgence pendant la crise liée à la COVID 19. Des actions de sensibilisation et de plaidoyer ont été menées au niveau national et international. En France, des articles et des communiqués de presse ont été publiés et un évènement organisé sur l'exploitation des travailleurs birmans dans le secteur de la pêche par Info-Birmanie. *Ce projet était cofinancé par l'Agence Française de Développement.*

Togo : En 2020, le projet a été clôturé après avoir accompagné 6 groupes de femmes (ASSIWAS) et 6 groupes d'enfants (Clubs droits et citoyenneté) mobilisés autour des droits et que les groupes de femmes aient acquis la capacité de mettre en place des actions de sensibilisation sur les droits des femmes et aient bénéficié de renforcement de capacités sur les thématiques d'accès à la terre, de plaidoyer, d'égalité femmes-hommes, etc. Les groupes d'enfants ont été formés à devenir acteurs de leurs droits et à la citoyenneté dans leurs écoles et/ou villages.

Tunisie : En 2020, le projet a permis de fournir un soutien juridique et psychosocial à 369 femmes victimes de violences. Il vise également à sensibiliser de nombreuses personnes aux violences basées sur le genre, notamment des jeunes et des journalistes au cours de 2021

³ « Sauvez la Démocratie. Sauvez les droits des travailleurs ».

grâce au fond de transition. Un travail de plaidoyer et de concertation a difficilement été mené avec les pouvoirs publics et les fonctionnaires agissant sur la thématique pour une meilleure application de la loi contre les violences à l'égard des femmes du fait des grèves des magistrats et de la COVID 19. Ce projet était cofinancé par la Fondation Raja.

2020 et début 2021 c'est aussi l'implication de Terre des Hommes France au sein des réseaux :

- La Plateforme droits de l'Homme (PDH) qui rassemble les ONG françaises travaillant sur les droits humains en général. Terre des Hommes France en assure la vice-présidence. Elle agit pour la défense des droits humains dans les politiques françaises et européennes à l'international mais aussi pour le renforcement de ses membres par des échanges de pratiques, des documents de positionnement et des formations spécialisées. La plateforme prend de l'ampleur et compte désormais 23 membres. En 2020, la plateforme s'est mobilisée pour contribuer au plan d'action de la Stratégie Droits Humains et Développement du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ; elle a publié le rapport « *COVID-19 et Droits de l'Homme: les impacts et les conséquences de la pandémie* »⁴ et a organisé plusieurs formations à destination des salariés de ses membres. Elle a aussi organisé des mini-conférences en ligne en collaboration avec le cabinet Affectio Mundi :
 - Quelle intégration des droits de l'Homme dans l'entreprise ? Quelles collaborations entre société civile et acteurs économiques ?⁵
 - RSE et respect des droits humains : une synergie possible entre les entreprises et les ONG. L'exemple de la torture et de la lutte pour l'abolition de la peine de mort⁶.
 - Comment concilier droits de l'homme & régulation à l'ère d'un espace public digital?⁷
- La Red Eu-Lat est un réseau rassemblant 40 organisations de 12 pays de l'Union européenne, visant à promouvoir des politiques publiques européennes participatives, avec une perspective de genre, qui contribuent au respect intégral des droits humains, de la démocratisation et du développement durable en Amérique latine. En 2020, ce réseau s'est notamment mobilisé lors de la journée internationale contre les violences faites aux femmes avec une campagne autour de la publication « *25 ans après [la conférence mondiale de] Beijing : Recommandations de l'UE pour la protection des*

⁴ Le rapport est disponible ici : [PDH_covidetDH-1.pdf \(plateformedh.fr\)](#)

⁵ Pour revoir cette conférence : [AffectioTalk : Quelle intégration des droits de l'homme dans l'entreprise ? - YouTube](#)

⁶ Pour revoir cette conférence : [\[HumanRightsTalk#2\] Business/ONG, synergie possible ? L'exemple de la torture et de la peine de mort - YouTube](#)

⁷ Pour revoir cette conférence : [\[HumanRightsTalk#3\] Concilier droits de l'homme et régulation à l'ère d'un espace public digital - YouTube](#)

femmes dans le contexte de la COVID-19 et après »⁸ et d'une vidéo relayée sur les réseaux sociaux⁹.

- le Réseau France Colombie Solidarités pour lequel Terre des Hommes France contribue activement :
 - à la mission d'information et de plaidoyer pour interagir avec les décideurs sur la situation des droits humains et la construction de la paix en Colombie ;
 - à la mission de création d'outils d'éducation, notamment pour les jeunes, sur les thématiques travaillées par les membres en Colombie avec les partenaires afin de sensibiliser le public ;
 - à la mission de coopération pour la mise en lien des partenaires des différents membres du réseau et pour rendre les initiatives de la société civile colombienne plus visibles.

Renforcement des capacités de nos partenaires

En 2019, Terre des Hommes France a réalisé, de manière participative avec ses partenaires, une boîte à outils pour l'intégration du genre dans les projets de droits humains. Cette boîte à outils se base sur les expériences concrètes de ses partenaires afin de favoriser l'échange de bonnes pratiques entre pairs. Elle a été finalisée, traduite en Français anglais et espagnol et publiée en 2020.

Les équipes de FED en **Thaïlande et en Birmanie** ont suivi une formation « sauvegarde de l'enfant » (Keep Children Safe) en 2020 dispensée gracieusement par la Fondation Terre des Hommes de Lausanne.

En **Inde** le besoin identifié comme essentiel en matière de renforcement des capacités fut la formation à l'agriculture des plantes médicinales afin de répondre à la demande des membres des communautés désireuses de renouer avec ce savoir ancestral en période de pandémie. C'est donc cette thématique qui a été couverte par le renforcement des capacités des équipes partenaires. Ce sont les femmes les plus âgées des villages, détentrices du savoir, qui ont dispensé les formations.

Accueil de nos partenaires en France pour des tournées de sensibilisation et de plaidoyer

En 2020, TDHF n'a pu accueillir en France ses partenaires internationaux, en raison de l'épidémie de COVID 19.

Commission « Actions et réseaux à l'international »

⁸ Disponible en anglais et espagnol au lien suivant : [25 years after Beijing: Recommendations to the EU for the protection of women in light of COVID-19 and beyond \(eulatnetwork.org\)](https://eulatnetwork.org/)

⁹ En espagnol [#25N Día Internacional de la eliminación de la violencia contra la mujer - Bing video](#) ou en anglais : [#25N International Day for the Elimination of Violence against Women - Bing video](#)

En 2020, la Commission Actions et réseaux à l'international ne s'est jamais réunie. Cependant des temps d'échanges et de réflexion ont été consacrés entre juin et septembre à la définition de la nouvelle mission resserrée de TDHF en collaboration avec l'équipe salariée et le bureau. Les problématiques des divers projets à l'international et de l'implication de TDHF dans les réseaux ont été analysées et travaillées en vue de les articuler dans le nouveau modèle.

L'AG de septembre 2020 a renoncé à cette alternative proposée.

Programmes France

Les programmes France ont bien évidemment été impactés par la crise sanitaire et les confinements et couvre-feu qu'elle a engendrés.

Au sein des délégations très peu d'actions ont pu être menées ; les magasins ont été fermés plusieurs mois et en fin d'année très peu de marchés de Noël ont été maintenus.

Le Forum-Festival a dans un premier temps été pensé sous une version digitale, qui pourrait se tenir après l'Assemblée générale de l'association.

TDHF a rapidement su qu'il ne serait pas possible de maintenir le module de citoyenneté sous la forme initialement définie, car les établissements scolaires ont annoncé ne plus pouvoir accepter de partenaires qui ne soient pas membres de l'éducation nationale dans les collèges et lycées. L'association pensait pouvoir réfléchir avec eux à une solution de poursuite là encore après la rentrée.

Mais l'Assemblée générale ayant voté l'arrêt des activités, le Forum-Festival n'a donc pas eu lieu car son organisation n'a pas été relancée, même à distance comme cela avait été envisagé lors du confinement du printemps 2020. Les différents partenaires ont été informés et ont témoigné de leur compréhension.

Aucune démarche n'a non plus été initiée pour une reprise du partenariat avec les établissements scolaires qui mobilisaient leurs élèves sur la création du module de citoyenneté mondiale. Là encore les enseignants témoignent de leur regret de voir un tel projet ne pas pouvoir aboutir

➤ Délégations départementales

L'épidémie de Covid-19 a très largement perturbé ou empêché les activités habituelles des Délégations départementales, générant, outre les difficultés pour les adhérents et bénévoles, des conséquences économiques plus ou moins importantes selon les structures.

Concernant les délégations départementales, toutes ont acté leur fermeture au cours des assemblées générales départementales annuelles de fin 2020. Cet exercice a malheureusement dû se faire à distance du fait du contexte sanitaire.

Des membres de certaines délégations ont décidé de se constituer en nouvelles associations afin de poursuivre sous une autre forme des activités engagées depuis plusieurs années au sein de TDHF.

➤ Association locale du Haut-Rhin

En 2020, l'AL68 a été très affectée par la pandémie de Covid-19. Après deux mois d'inactivité imposés par le confinement, les pertes financières ont été conséquentes.

L'68 a cependant pu maintenir ses activités de solidarité internationale aux Philippines, au Bangladesh, en Haïti, au Togo et en Inde.

Travail au sein de la Fédération internationale Terre des Hommes

Peu de choses ont évolué au sein de la Fédération au cours de cette année 2020. Le projet initial « One TDH » ayant échoué, il s'agissait principalement de réactiver les discussions et remobiliser les organisations nationales sur un minimum commun partagé permettant de faire avancer les dossiers européens et internationaux portés par la Fédération internationale.

A noter néanmoins le travail auquel a activement participé TDHF pour la conception d'un module de formation en ligne sur le sujet de la protection de l'enfance, réunissant toutes les organisations membres de la Fédération internationale. Ce module sera largement diffusé auprès de tous les acteurs et partenaires de Terre des Hommes.

3. Communication et structure/organisation

Communication

En 2020, TDHF a tenté de poursuivre la mise en œuvre du plan de communication initié en 2019. La crise sanitaire puis le vote de l'AG ont bouleversé cette mise en œuvre.

Les outils de communication utilisés en 2020

Digitaux

- Le site Internet www.terredeshommes.fr
- La Lettre d'information
- Les réseaux sociaux
- Des vidéos de sensibilisation

Supports papier

- Défi
- L'Essentiel 2019
- Rapport d'activités 2019

Structure / organisation

➤ Adhérents

En 2020, l'association comptait 288 adhérentes et adhérents.

➤ Assemblée générale

L'Assemblée Générale 2020 a réuni 21 adhérentes et adhérents présents possédant ensemble 75 procurations.

➤ Conseil d'Administration, Bureau et Comité des Sages

Un Conseil d'Administration composé de 12 membres titulaire a pris ses fonctions. Le Bureau et le Comité des Sages ont vu quant à eux le nombre de leurs membres légèrement réduit passant de quatre membres sur l'exercice précédent à trois.

➤ Équipe permanente salariée

Au lendemain de l'AG, l'équipe permanente de TDHF a assuré la mise en œuvre de l'arrêt des activités de l'association selon une planification validée par le CA et suivie en continue par le Bureau. L'arrêt de la plupart des contrats salariés a ensuite été mis en œuvre. L'équipe est à saluer et à remercier pour l'engagement et le professionnalisme de haut niveau dont elle a fait preuve dans ce contexte très difficile pour elle.

